

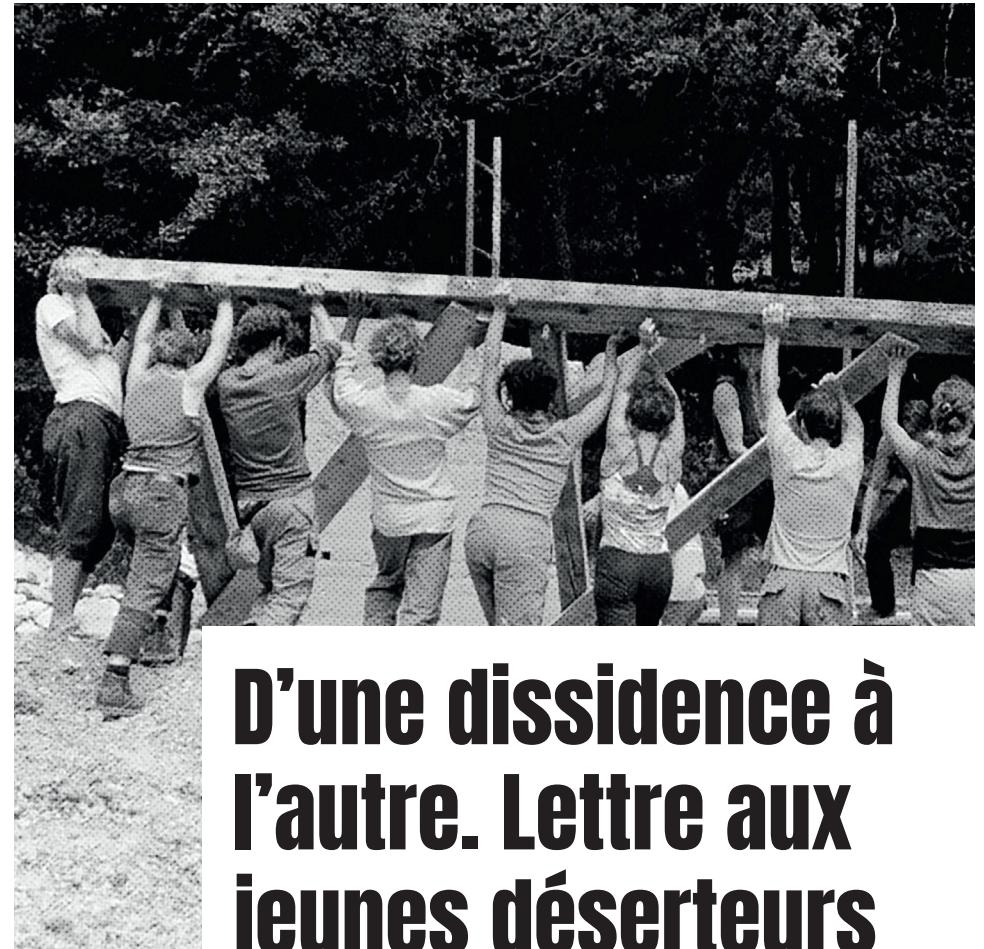
Les appels à déserter la société dominante fleurissent un peu partout. Les diplômes d'ingénieur·es sont refusés, les fermes reprises, et les méga-bassines sabotées. Ces gestes prolongent la vague de subversion qui parcourut les sociétés avec Mai 68. Au-delà d'un simple écho, comment faire dialoguer ces deux moments séparés par un demi-siècle? Voici un témoignage sur l'esprit de désertion, et ses limites, par un ancien membre du groupe *Survivre et vivre*.

Terrestres

La revue des écologies radicales

Depuis 2018, Terrestres est le laboratoire des pensées, des luttes et des pratiques qui s'inventent pour répondre à la catastrophe écologique et contrer l'emprise du capitalisme sur les vivants.

Pour nous lire et nous soutenir, rendez-vous sur www.terrestres.org



D'une dissidence à l'autre. Lettre aux jeunes déserteurs et déserteuses

Jean-Paul Malrieu

Terrestres

**Sans vos dons,
Terrestres ne peut
pas exister !**

C'est grâce à vous que nous pouvons faire vivre cet espace éditorial et politique unique, où s'imaginent et s'organisent les écologies radicales. Merci !

Pour soutenir la revue, rendez-vous sur
soutenir.terrestres.org



23 janvier 2023

Article originellement publié sur **www.terrestres.org**

Photo de couverture © Longo Maï

norités doivent se penser comme immergées dans un corps social à transformer.

Enjeu majeur, moment historique décisif, comment faire émerger des formes d'existence collective durable et pacifique, plutôt qu'une régulation dictatoriale centralisée ou un effondrement convulsif ? Lorsque je réfléchissais, voici 50 ans, à une mutation qui ne prenne pas la forme conflictuelle de la Révolution, et par laquelle la dissidence finirait par devenir hégémonique (comme la bourgeoisie finit, voici plus de 2 siècles, par se débarrasser de la société féodale et de ses structures de rangs), je nous accordais du temps. Et voici que le temps nous est compté, que l'enjeu est à la fois plus global et plus impérieux. Ô mes amis, comme il va vous falloir être intelligents et humbles, décidés et tendres, humains et courageux pour tracer et parcourir ce chemin difficile.

Alors jeune chercheur en biologie physico-chimique (CNRS), Jean-Paul Malrieu rejoint en 1972 le groupe Survivre¹. Ce mouvement, composé majoritairement de scientifiques, édite le journal Survivre et Vivre de 1970 à 1975 et devient l'un des fers de lance en France du mouvement anti-nucléaire et de l'émergence des problématiques écologiques.

Sa femme et lui font le choix d'une vie en communauté en 1974. Ils s'installent dans une ferme en Haute-Garonne, où Malrieu habite toujours aujourd'hui. Le mouvement communautaire est source de beaucoup d'espoirs, mais à la fin des années 1970, nombre de ceux-ci lui semblent envolés.

Il est aujourd'hui membre de l'Atécopol (Atelier d'Écologie Politique) toulousain, où s'engagent de nombreux chercheur·euses et enseignant·es de diverses disciplines. Au contact des jeunes générations, il a souhaité, avec le texte que nous publions ici, livrer un témoignage sur l'esprit de désertion qui a aussi animé sa génération, et sur les limites qui se sont rapidement imposées à cet élan.

DANS LES CERCLES que je fréquente, chez des jeunes gens critiques, mais aussi chez des gens plus âgés et bien engagés dans un travail salarié reconnu, on entend chaque jour parler de désertion, de rupture, de bifurcation ou de sortie du système. Ces envies ou ces décisions de plus en plus fortes témoignent à la fois d'un scepticisme sur la capacité de ce système à maîtriser la crise climatique et d'un divorce d'avec les projets de vie qu'il propose aux jeunes gens, fussent-ils bien diplômés. Elles évoquent pour les personnes de mon âge un mouvement collectif un peu semblable qui parcourut les sociétés occidentales autour de 1970. En France ce mouvement naissait de la secousse de Mai 68. Au-delà d'un simple écho, ou d'une analogie, gagnerions-nous quelque chose à confronter deux moments qui sépare un demi-siècle ? C'est la question que je me pose ici.

1. Fondé par les mathématiciens français Pierre Samuel, Claude Chevalley et Alexandre Grothendieck.

Mai 68 : l'ébranlement situationniste

Moins que l'événement Mai 68 lui-même, c'est la vague d'espoirs qu'il avait soulevée qui incita une partie de la jeunesse française à la rupture. Ce dont il était question c'était d'un changement social majeur, d'une espérance radicale. Les ruptures ont pris des formes bien différentes. Certains sont entrés en militants comme on s'engage dans un combat sans retour, ou dans les ordres. D'autres sont partis dans des marges diverses, des explorations individuelles subjectives, ou des modes de vie transgressifs. Il y eut des Mais-68 et des après-Mai 68 très divers. Il y avait eu le Mai politique, antigaulliste, celui qui s'exprime de façon dominante dans les affiches de l'atelier des Beaux-Arts, il y eut le Mai ouvrier et gauchiste, qui rêvait de lancer un nouvel assaut contre le Capital. On retrouvait bien sûr ces deux composantes de la tradition révolutionnaire française : combat contre les oppressions politiques d'un côté, lutte de classes et combat contre les inégalités structurelles, de l'autre. À cette époque le marxisme est encore hégémonique dans la pensée critique, les chapelles où s'articulent les recettes du combat révolutionnaire sont diverses mais le corpus canonique ne diffère guère. Une mission historique de libération s'y impose, on reste dans le schéma d'une « nécessité historique », celle du dépassement du capitalisme. Dépassement dont on peine quand même à saisir les formes : en Août 68 les blindés soviétiques ont déferlé sur Prague, la suppression de la propriété privée des moyens de production n'est peut-être pas l'alpha et l'oméga de l'émancipation humaine, démocratie parlementaire et consumérisme ont peut-être du bon, mais c'est Août, on se dit qu'on reprendra le combat à la rentrée. Et la reprise n'a pas lieu.

À l'opposé de cette tradition marxisante, on rencontrait un courant qui ne voulait plus se placer sous la férule d'une nécessité historique, en particulier économique, mais qui aspirait à une sorte de révolution-création. Le discours situationniste avait fait l'effet d'une bombe, en mettant en avant liberté, désir et poésie.

d'hier au sens où elles doivent aussi s'adresser à (donc écouter) un environnement social rétif et sceptique, éviter l'entre-nous des sectes, fussent-elles sympathiques, se donner pour objectif de gagner la révolution écologique globale. Déserteurs, vos dissidences ne visent pas que votre salut mental, moral et matériel, elles doivent travailler le corps social qui vous entoure. Dans le contexte actuel vous éviterez sans doute le cancer de la radicalité, qui nous faisait attribuer nos échecs à nos tiédeurs, en nous rendant toujours plus minoritaires.

On trouve là une autre tentation périlleuse, celle de l'action directe radicale. On sent qu'il y a un gouffre entre l'urgence, l'ampleur de changements à opérer et la pratique concrète des décideurs et des acteurs (et par décideurs et acteurs j'entends les politiques, les maîtres du Capital, mais aussi nos voisins et nous-mêmes). On peut s'énerver de cette inertie des corps sociaux, ou de cette dissonance cognitive par laquelle on accepte de ne pas tirer les conclusions d'un diagnostic. On peut s'en sentir désespérés – qui parmi nous ne passe pas par de pareils moments ? On peut alors être tentés d'agir sans attendre, passer à l'acte, comme le firent, dans un autre contexte et portés par d'autres discours, certains courants du gauchisme d'après 1968 qui voulaient faire une révolution sans les masses. Aujourd'hui, sur la base d'une critique écologique plus rationnelle que les analyses de classes simplistes d'hier, on peut par exemple envisager le sabotage de dispositifs jugés nuisibles. Parce qu'on les sait nuisibles sur la base d'une analyse que la majorité ne partage pas, en tout cas pas encore. Je ne dis pas que ces sabotages sont à exclure, je dis que l'on doit réfléchir à ce qu'on en attend. Est-ce un effet matériel, un obstacle posé sur le trajet d'une machine néfaste, un moins de gaz à effets de serre, un frein, un renchérissement de sa mise en œuvre ? Ou une interpellation du public, une déclaration de rupture : voyez jusqu'où va notre détermination ? Explicitons nos motivations (difficile à faire depuis la clandestinité) et nos attentes. Dans les actes de révolte et d'objection, comme dans les efforts pour construire des modes de vie alternatifs, nos mi-

des propriétés. Bref, les deux thèmes sur lesquels l'opposition gauche/droite s'est déployée depuis deux siècles. La crise écologique n'enterrera pas cet antagonisme, comme on le dit souvent, en invoquant le productivisme et le consumérisme du mouvement ouvrier, elle le déplacera et lui donnera un contenu nouveau.

Mais revenons aux démarches dissidentes. Il est certain que les expériences individuelles et collectives autonomes peuvent être précieuses, il peut s'y inventer d'autres nouages de la liberté et de la nécessité, elles peuvent démontrer la possibilité de modes de vie respectueux des équilibres écologiques. En sachant leurs limites. Rien ne serait plus naïf que d'imaginer des îlots de survie alternative sur fond d'effondrement. Vous aurez du mal, vous qui avez voulu vous donner les moyens d'une autarcie, à sauver vos lopins de permaculture si les villes ont faim. Puisqu'il faudra bien que ces expériences s'articulent, se coordonnent, et penser des choix politiques, en terme de conflits. Force sera d'affronter les groupes qui voudront persister dans leur déni et maintenir des activités et des structures insoutenables, affronter aussi ceux qui choisiront des solutions de régulations vraiment liberticides, combattre les ruses des classes privilégiées pour maintenir leurs niveaux de consommation obscènes. Le terme de « lutte de classes écologiques » proposé par Bruno Latour est sans doute paradoxal parce que le critère qui va nous séparer radicalement sur l'essentiel c'est notre sympathie, notre amour virtuel pour les générations à venir et que ce critère ne relève d'aucune condition objective. Néanmoins, ce concept de lutte de classes écologiques appelle à penser la crise écologique politiquement, pas seulement comme recherche de solutions individuelles ou de groupes survivalistes.

C'est pourquoi nos initiatives ne doivent pas se définir comme en pur contraste avec l'environnement dans lequel elles sont nées, ni comme simples germes d'un monde alternatif, mais elles doivent s'insérer dans le tissu social existant pour le convaincre des choix à faire et de l'accessibilité de ces choix. Les dissidences d'aujourd'hui doivent être politiquement plus ambitieuses que celles

Il se revendiquait d'une forme de luxe immédiatement accessible. Certes ce discours s'appuyait sur un diagnostic d'obsolescence de l'ordre bourgeois, mais il se situait hors d'un impératif historique de nature économique. Les situationnistes étaient quand même peu nombreux, leur discours se voulait si haut que personne n'osait s'en réclamer sauf à passer pour usurpateur, même si on en rabâchait quelques formules définitives.

Mais nous étions assez nombreux à penser, plus humblement que les situationnistes, qu'un autre monde était possible, et qu'il fallait l'inventer. C'était le temps de l'An 01, celui de La Gueule Ouverte et celui de Survivre et Vivre. Liberté inventive, allégement d'assignations inutiles, modération drastique de la production/consommation, reconnaissance de la dette à la nature, dépassement de la propriété privée, on trouvait tout ça dans les débats ouverts à l'époque.

Survivre et Vivre : l'urgence de bifurquer

Ces idées, qui réapparaissent aujourd'hui dans les discours écologistes, ont animé un mouvement écolo-libertaire post-soixante-huitard pendant une bonne dizaine d'années, au moins jusqu'à l'élection de Mitterrand en 1981. Le slogan de « changer la vie » que ce dernier a mis en avant dans sa campagne électorale était un écho de cette aspiration qualitative, même si le slogan resta un pur slogan. En tout cas, dix ou douze ans durant, parfois davantage, sur un mode spontané, décentralisé, mais avec pas mal d'échanges, beaucoup d'individus, mais aussi de groupes, ont exploré des modes d'existence différents. Beaucoup d'individus ont, à cette époque, bifurqué, quitté la voie qui leur avait été tracée ou dans laquelle ils s'étaient d'abord inscrits. Je ne parle pas seulement des maos établis en usine, ni de ceux qui se lancèrent sur des routes où ils ont risqué leur équilibre psychologique (ceux de ma génération ont vu sombrer trop d'amis), mais de ceux qui, entrés dans des études supérieures, se tournaient vers des travaux, manuels ou pas, qui leur semblaient présenter plus de sens que

ceux que leur ouvraient leurs diplômes.

Ce mouvement était suffisamment fort, au début des années 70, pour que nous nous posions la question de son inscription politique : cette somme de ruptures et d'expériences pouvait-elle se traduire en projet social ? Comment passer d'une somme d'initiatives de petits groupes à une mutation sociale ? Un nouveau régime de rapports sociaux peut-il naître d'une floraison d'écart ? Actif dans le groupe de Survivre et Vivre, revue qui vendit certains numéros jusqu'à 30.000 exemplaires, j'ai tenté alors de conceptualiser notre espérance dans un article intitulé *La Dissidence*, paru dans le numéro 17 de *Survivre et Vivre*. Pas mal d'entre nous se reconnaissaient dans ce « programme » (ou simple projet de posture ?), dont chacun sait qu'il tourna court.

Nos bifurcations ou notre dissidence n'étaient portées ni par la nécessité, ni par une urgence, nous formulions des pronostics critiques de type écologiste sur un futur encore lointain et récusions le sens des obligations que la société technicienne imposait à ses sujets. Nous faisions en quelque sorte le choix un peu luxueux de l'ascèse. Nous étions du côté de la liberté contre des nécessités que nous récusions. Chacun de nous voulait expérimenter dix compétences concrètes plutôt que le salaire d'une spécialisation diplômée, vivre un peu la promesse d'homme total que Marx avait formulée dans ses écrits de jeunesse.

Le problème écologique tenait une grande place dans nos préoccupations mais nous ne sentions pas la crise imminente. Certes nous avions lu le Club de Rome, mais de façon critique. Nous doutions, avec raison, que ce soit le manque d'énergie qui forcerait à une mutation globale. Et de fait, c'est au contraire la trop grande accessibilité de l'énergie qui a permis au techno-capitalisme de nous jeter dans la fournaise de la crise climatique. Notre critique portait sur les aveuglements, sur les dépendances artificielles, les vertiges, les fragilités et les contradictions de la sophistication technologique, la stupidité du consumérisme. Nous devinions être entrés dans une impasse, mais nous ne pensions pas que le fond en était si proche. Aujourd'hui l'alarme a retenti, nous sommes

progression quantitative et qualitative de la production de biens et d'offre de services, un partage très inégal reste supportable pour les couches les plus défavorisées dès lors qu'elles reçoivent une part même minime, même injuste, de cet incrément. Ce qui n'est plus le cas.



Combiner expériences et combat politique

La crise écologique nous faisant entrer dans une forme de rétrécissement des moyens, la question des inégalités va s'imposer comme jamais : si les grandes masses de la population doivent accepter des sacrifices majeurs, elles ne toléreront plus que les privilégiés continuent de s'enrichir, échappent à ces restrictions pour que les revenus de leurs capitaux leur permettent d'acheter des exemptions et de faire courir leurs jets et leurs yachts. On peut s'attendre à ce que la question écologique ravive les oppositions de classe, soulève à nouveau la question de l'appropriation privée, des limites à lui imposer. Donc renouvelle non seulement le problème démocratique, face aux tentations de gestion autoritaire des urgences, mais aussi la question des répartitions et

de géo-ingéierie. Ces dictatures peuvent surgir des chaos, et les organiser, surtout dans les relations entre pays ou régions. Par exemple face aux flux migratoires, ou à des captations de ressources hydriques ou énergétiques. Le Politique, qui n'aura pas vu venir cette crise sans précédent, qui l'aura de fait organisée et pilotée, ne sera pas évacué pour autant, il ne cédera pas humblement la place à des formes décentes de sociétés autogérées et responsables, négociant pacifiquement leurs équilibres internes et leurs relations avec les groupes voisins, comme le suggère la très séduisante utopie « communaliste » à la Bookchin.

Cette utopie était déjà notre référence dans les années 1970, et on pouvait alors fonder quelques espoirs sur sa viabilité. Dans le contexte de la crise écologique dramatique qui se profile, des interdits devront être posés, passant par la Loi, et des investissements devront être orientés vers des projets indispensables à la survie collective. Malgré notre réhabilitation active des structures minimales, nous allons devoir reconnaître le caractère incontournable d'échelles politiques emboîtées, communes, régions, nations et groupes de nations, avant de penser au déperissement de l'État et de ses rouages. Il faudra certes contenir les tentations et les abus intrinsèques à la forme étatique, qui peuvent se déchaîner au nom de l'urgence, mais il faudra bien accorder à ces instances des fonctions organisatrices pour temps de tempête. Nous devons nous préparer à des moments de décisions collectives, donc à un retour du Politique.

Ce retour du Politique est d'autant plus nécessaire que la crise écologique va exacerber la question des inégalités. Cette question n'est évidemment jamais close : quels sont les fondements des inégalités, quels sont les mécanismes de leur reproduction, de leur élargissement ou de leur réduction ? Depuis des siècles la philosophie politique et les combats politiques retravaillent ces questions. On sait comment les concentrations de fortune et des héritages creusent aujourd'hui des écarts sans précédents, depuis que le triomphe du néolibéralisme a défait les protections redistributives mises en place par la social-démocratie. En période de

désormais dans l'urgence, revenus sous un régime de nécessité, d'une brûlante nécessité.

Lorsque nous énoncions, avec conviction, « les temps sont venus de changements radicaux », nous entendions, un peu embarrassés, les échos d'anciens millénarismes. Qui pense les grandes mutations sociétales, telle que celle que nous devons maintenant mener, peut s'interroger sur le rôle des minorités qui se sont engagées dans ces mutations. Et inversement il saute aux yeux que les pas de côté dans lesquels s'engageaient des minorités ont souvent échoué à provoquer une rupture globale, le système continuait sur une trajectoire à peine infléchie. Il ne suffit pas d'annoncer que l'heure va sonner pour qu'elle sonne, le mouvement socialiste en sait quelque chose.



Comment changer d'échelle ?

Nous nous posons donc une question politique : comment une dissidence, au départ minoritaire, pourrait-elle entraîner une mutation globale ? On retombait là sur des métaphores peu convaincantes, celle de la tâche d'huile, ou celle des îles faisant peu à peu

archipel, dans un réseau au maillage croissant. Ces images reposent sur l'hypothèse d'une force de séduction qu'exerceraient de modes de production plus locaux, moins centralisés, moins taylorisés, face à l'absurdité de concentrations gigantesques, de spécialisations à outrance, d'assignations dénuées de réelles nécessités. Il s'agissait essentiellement d'une guerre de sens, dans un contexte où les impasses mécaniques du capitalisme ne le menaient plus ou pas encore à la paralysie. Nous étions en quelque sorte au-delà des crises mécaniques de surproduction/sous-consommation sur lesquelles comptait Marx, crises que le Capital a su contourner par la multiplication d'emplois non-productifs. Ces emplois permettent en effet la distribution d'une part suffisante de la plus-value pour éviter la crise de surproduction : ils impliquent une inflation des postes de gestion, le développement des dépenses de communication et de publicité, une multiplication des procédures de contrôle. Mais nous n'étions pas encore dans la crise écologique qui sonne aujourd'hui une nouvelle heure de vérité.

J'aime bien dans le livre de Eric Hobsbawm, *Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne*, la description qu'il fait de l'anarchisme rural en Andalousie à la fin du XIX^e siècle : les paysans sans terre découvrent à la fois la lecture, la culture et les utopies socialistes et elles leur semblent d'une telle évidence qu'ils ne doutent pas que même leurs latifundiaires de patrons se rallieront à une promesse de bonheur partagé. Les temps étaient venus, à leurs yeux, de la Raison et de la Justice. Ils se lançaient dans des grèves générales qu'ils pensaient décisives, un an durant, tous les dix ans. Notre critique et notre utopie, après 1968, se basaient un peu sur une semblable naïveté : à la vieille critique de l'appropriation et des violences de la domination, toujours fondée, nous ajoutions que le système techno-marchand accumulait tant d'effets pervers que la recherche d'alternatives s'imposerait. Le système paraissait plus que mûr, miné par d'autres contradictions qu'économiques. Les fausses nécessités tomberaient, nous inventerions d'autres rapports à la production, au travail, à la consommation, à la loi et à la propriété. Mais nous aurions le

temps, la mutation n'aurait pas à prendre le tour convulsif et violent de certaines révoltes. Notre évidence critique, renforcée d'expériences pratiques, l'emporterait tôt ou tard. C'était du moins l'hypothèse qui soutenait nos dissidences. L'histoire nous fit vite déchanter.

Une course vers l'abîme sans cesse accélérée

Aujourd'hui les sociétés humaines doivent prendre un grand virage, repenser profondément leurs architectures et leurs fonctionnements, et ceci à deux doigts de l'abîme. Il y a le feu. Cette fois une nécessité s'impose et dicte ses conditions : freiner drastiquement nos dépenses d'énergie et de matières premières. Avec toutes les révisions sociales que ce changement impose. Les bifurcations des trajectoires personnelles et collectives prennent un tout autre sens que celles que nous avons tentées, qui étaient un peu luxueuses. La crise écologique va imposer des changements majeurs. Mais la forme et la direction de la bifurcation ne sont pas tracées.

Elle peut prendre les formes de l'implosion et du chaos. Que la guerre soit déclenchée en Ukraine par un pouvoir imbécile et criminel alors même que la crise climatique explose en dit long sur les convulsions dramatiques par lesquelles risque de passer l'indispensable décroissance. La bifurcation peut prendre la forme de la sauvagerie, des conflits entre nations ou régions, des guerres civiles, des régressions les plus atroces. C'est même la direction mécaniquement la plus probable si n'apparaissent pas des modes d'existence collectifs respectueux de l'environnement naturel, révisant les grands équilibres des répartitions, pensant rationnellement et régulant pacifiquement les conflits entre groupes humains.

La bifurcation peut aussi prendre la forme de dictatures, de gestion policière des reconversions à mettre en place, des sacrifices à imposer, et éventuellement de recours à des « solutions »